



CNPJDPJ

NON À LA CONFISCATION DE JÉRUSALEM !

Sur proposition de la Maire de Paris, Mme Anne Hidalgo, le Conseil de Paris a voté le 12 juin la création d'une place de Jérusalem.

Cela aurait pu être une bonne idée, pour éclairer la population sur la situation de cette ville martyre, fracturée, divisée, puis annexée ; pour rappeler la nécessité absolue de mettre fin à la violation du droit international et du droit humanitaire que constitue l'annexion de Jérusalem par Israël, et pour condamner sans ambiguïté le fait accompli et la loi du plus fort.

Une bonne idée aussi s'il s'était agi d'en faire un symbole de paix, en rappelant que cette ville, que les Israéliens ont conquise par la force et qu'ils considèrent comme leur capitale, est aussi la capitale revendiquée par les Palestiniens, et un symbole particulièrement fort de leur identité nationale. Et, sur le plan religieux, en donnant toute leur place aux trois religions monothéistes pour lesquelles Jérusalem est une ville sainte.

Anne Hidalgo a choisi une autre voie, celle de céder aux réseaux d'influence pro-israéliens, en localisant cette place à côté du futur centre européen du judaïsme, et en invitant à l'inauguration le maire de Jérusalem, le maire d'une ville illégalement annexée à Israël, et l'artisan des plans d'urbanisme qui développent les colonies israéliennes et expulsent les habitants palestiniens de Jérusalem de leurs maisons.

Cette démarche est particulièrement mal venue dans le contexte de la décision étasunienne de reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël et semble ainsi se situer en continuité. Comme cela a été rappelé en décembre 2017 par de nombreux États dont la France, le droit international ne reconnaît aucune souveraineté sur Jérusalem en l'absence d'accord entre les parties, et l'annexion de Jérusalem Est par Israël a été explicitement condamnée par l'ONU.

Nous refusons cette logique d'exclusion promue par Mme Anne Hidalgo dans la droite ligne de la politique israélienne d'apartheid consacrée par le vote de la loi de l'État-nation du peuple juif en juillet 2018. Nous demandons que la place de Jérusalem soit déplacée dans un lieu qui respecte pleinement la diversité culturelle et religieuse de Jérusalem, et que soit clairement marqué le projet d'en faire le symbole de la nécessaire reconnaissance du droit et de la recherche d'une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens.

Nous appelons tous les habitants d'Île-de-France à se rassembler **le dimanche 30 juin à 15h Place du maréchal Juin**, pour protester contre la démarche scandaleuse de la maire de Paris, et porter l'exigence de la justice et du respect du droit international.

Le Collectif national pour une Paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens

Membres du collectif soutenant cet appel : Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) – AFD International – AILES Femmes du Maroc – Alternative Libertaire (AL) – Américains contre la guerre (AAW) – Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) – Association des Tunisiens en France (ATF) – Association France Palestine Solidarité (AFPS) – Association Nationale des Élus Communistes et Républicains (ANECR) – Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) – Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) – Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) – Association Universitaire pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) – Cedetim / IPAM – Collectif des Musulmans de France (CMF) – Collectif Faty Koumba : Association des Libertés, Droits de l'Homme et non-violence – Collectif inter-Universitaire pour la coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP) – Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP) – Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint-Denis) – Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) – Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5^e arrt (CJPP5) – Droit-Solidarité – Ensemble ! – Europe Écologie les Verts (EELV) – Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) – Génération Palestine – La Courneuve-Palestine – le Mouvement de la Paix – les Femmes en noir (FEN) – Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, section française de la Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) (LIFPL) – Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) – Mouvement Jeunes Communistes de France (MJCF) – Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) – Organisation de Femmes Égalité – Parti Communiste Français (PCF) – Parti de Gauche (PG) – Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) – Socialistes pour la Paix (SPP) – Sortir du colonialisme – Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT) – Union Nationale des Étudiants de France (UNEF) – Union syndicale Solidaires